

Bioarchéologie : synthèse et perspectives

Frédéric Séara

► **To cite this version:**

Frédéric Séara. Bioarchéologie : synthèse et perspectives. Bioarchéologie : minimums méthodologiques, référentiels communs et nouvelles approches, Carine Carpentier; Rose-Marie Arbogast; Philippe Kuchler, Nov 2019, Sélestat, France. 10.34692/je92- . hal-03417279

HAL Id: hal-03417279

<https://hal-inrap.archives-ouvertes.fr/hal-03417279>

Submitted on 5 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Frédéric SÉARA

Drac Grand Est
Service régional de l'archéologie
frederic.seara@culture.gouv.fr

Bioarchéologie : synthèse et perspectives

Résumé

Les 31 communications et 11 posters proposés durant les deux journées du séminaire Bioarchéologie : minimums méthodologiques, référentiels communs et nouvelles approches ont permis de préciser les apports des différentes disciplines à l'analyse et à la caractérisation des sites archéologiques, tout en soulevant la question centrale de la place actuellement réservée à la bioarchéologie. C'est sous le signe de la richesse, de la variété et de la complémentarité que ce sujet de l'inscription de la bioarchéologie dans la démarche archéologique a été débattu, au travers d'échanges passionnants et presque toujours passionnés. Assez logiquement, les discussions ont principalement porté sur les problématiques liées au domaine de l'archéologie préventive, sans que soit totalement occulté celui de l'archéologie programmée. Cette dernière, caractérisée par le ciblage de sites non menacés retenus pour leurs forts enjeux scientifiques, par une segmentation opérationnelle forte et des dotations budgétaires souvent modestes, aurait justifié une évaluation plus poussée de la place qu'elle consacre à la bioarchéologie. Si, par conséquent, on peut regretter que le format de ce séminaire n'ait pas permis de dresser un panorama plus complet, de nombreux constats posés pour l'archéologie préventive semblent toutefois pouvoir être généralisés.

Abstract

31 papers and 11 posters presented during the two days of the seminar "Bioarchaeology: Methodological Minimums, Common Frame of Reference, and New Approaches" clarified the contributions of different disciplines to the analysis and characterization of archaeological sites, while raising the central question of the place currently reserved for bioarchaeology. It is under the sign of richness, variety and complementarity that this subject of the inscription of bioarchaeology in the archaeological approach was debated, through passionate and almost always heated exchanges. Logically enough, the discussions focused mainly on the problems linked to the field of preventive archaeology, without totally overshadowing that of programmed archaeology. The latter, characterized by the targeting of non-threatened sites selected for their high scientific stakes, by a strong operational segmentation and by often modest budgetary allocations, would have justified a more thorough evaluation of the place it devotes to bioarchaeology. If, therefore, it is regrettable that the format of this seminar did not allow for a more complete panorama, many of the observations made for preventive archaeology seem to be generalizable.

Mots clés

Bioarchéologie, cahiers des charges, projets scientifiques d'intervention, données bioarchéologiques, évaluation scientifique, mutualisation des données

Keywords

Bioarchaeology, specifications, scientific intervention projects, bioarchaeological data, scientific evaluation, data sharing

Référence électronique

SÉARA, Frédéric. (2021). Bioarchéologie : synthèse et perspectives. Dans C. Carpentier, R.-M. Arbogast & P. Kuchler (dir.), *Bioarchéologie : minimums méthodologiques, référentiels communs et nouvelles approches : actes du 4^e séminaire scientifique et technique de l'Inrap, 28-29 nov. 2019, Sélestat*. <<https://doi.org/10.34692/je92-sx54>>.

1. Bioarchéologie et cahiers des charges scientifiques et techniques

La démarche bioarchéologique répond à une logique de chaîne opératoire dont la première étape est la définition des objectifs, voire des grands principes méthodologiques exprimés au sein de la prescription de diagnostic et de fouille. Cet aspect renvoie d'emblée à la responsabilité des services régionaux de l'archéologie, suscitant de ce fait des attentes fortes et légitimes de la part des spécialistes ou bioarchéologues.

Il convient bien évidemment de dissocier ce qui est du registre du diagnostic, dont un des objectifs à cet égard est de fournir les éléments permettant de définir les potentialités d'analyse et les disciplines à mobiliser. Si la mise en œuvre de protocoles d'analyse complets est à ce stade peu envisageable, il est indispensable que des tests puissent être réalisés (palynologie, carpologie, malacologie, etc.)

à chaque fois que cela est possible. Outre le fait qu'ils contribuent à définir les potentialités d'études, ils sont aussi les garants d'une prise en compte raisonnée de ces domaines d'études dans la stratégie de fouille. Cette dernière les intègre, soit dans une définition large, soit selon une déclinaison détaillée, en mettant en avant les disciplines, voire les principes méthodologiques à mettre en œuvre.

Cette étape pose clairement la question des compétences nécessaires à l'élaboration d'une stratégie pertinente dans ce domaine, peu représentée au sein des équipes des services régionaux de l'archéologie. Si ces dernières ont un rôle d'expertise à jouer, leur qualité d'expert ne saurait se limiter qu'à leur domaine de compétences, impliquant ainsi l'adjonction de ce type de connaissances dans le processus décisionnel.

L'inscription de la bioarchéologie doit, si besoin, répondre à une réflexion clairement posée et partagée. Elle ne saurait se résumer à un principe posé de manière systématique, sans véritable prise en compte des tenants et des aboutissants.

2. Bioarchéologie et projets scientifiques d'intervention

Si les attentes à l'égard des services régionaux de l'archéologie sont très fortes, la réciproque existe pour les opérateurs avec, en premier lieu, une expression dans les projets scientifiques et techniques. Ces derniers consistent à transcrire en principe méthodologique, en moyens et compétences, les objectifs posés dans le cahier des charges scientifique. Si comme nous l'avons évoqué, une forme de collégialité est indispensable à l'expertise menée par les SRA, elle est tout autant essentielle dans la réflexion et la rédaction des projets scientifiques.

Ce postulat interroge sur les modalités de prise en compte de ce sujet à ce stade de la construction de l'opération archéologique et du niveau de contribution apporté par les spécialistes. Il semble que cette place, jugée très insuffisante, puisse suggérer que les spécialistes et leur domaine de compétence sont relégués à un rôle annexe. Il en résulte que l'apport de ces disciplines au processus d'analyse et de caractérisation du site et des occupations n'est pas toujours exprimé en tant que tel. Leur prise en compte à un niveau souvent très général s'expliquerait par l'application d'un principe d'affichage considérant qu'il ne s'agit que d'apporter une réponse aux demandes exprimées dans le cahier des charges scientifique. Un des enjeux consiste donc à démontrer que la définition des stratégies d'analyse et des moyens s'y rapportant est bien le résultat d'une réflexion aboutie. C'est à cette seule condition que moyens et compétences pourront être proposés avec pertinence et que leur adéquation aux objectifs posés dans le cahier des charges pourra être véritablement évaluée.

Au-delà de l'expression des compétences, les moyens définis se résument bien souvent à une enveloppe forfaitaire, qui ne rend pas compte du volume de temps prévu et des jours pouvant être mobilisés, contrairement à la plupart des autres postes. Cette traduction différenciée et sans justification valable, nourrit le sentiment d'une prise en compte a minima de ce type d'approche et masque l'insuffisance de la réflexion à ce sujet. Dans de telles conditions, il est extrêmement compliqué pour les acteurs de définir le périmètre de leurs interventions que ce soit sur le terrain ou en phase d'étude, et pour les agents des SRA, de conduire leur mission de contrôle scientifique et technique.

Pour rappel, la loi relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP) permet un examen de la conformité des projets scientifique et technique au cahier des charges, en amont de la délivrance de

l'autorisation de fouille au maître d'ouvrage. Elle confirme ainsi le caractère déterminant du projet scientifique et technique d'intervention (PSTI) comme expression du niveau de réflexion pluridisciplinaire et de maîtrise du sujet d'études.

3. Bioarchéologie et exploitation des données

La prise en compte et l'intégration des données bioarchéologiques dans les rapports d'opération sont jugées peu satisfaisantes de la part des spécialistes. Cela est perçu comme une double peine, les moyens d'études étant globalement insuffisants lorsque les données à exploiter sont significatives et leurs contributions étant assez fréquemment reléguées en annexe. Il s'agit bien de la question de la place consacrée aux spécialistes et à leur spécialité qui est pointée du doigt ainsi que du rôle joué par le responsable scientifique de l'opération. Ce dernier, désigné par l'État, est certes proposé et retenu pour ses compétences scientifiques liées au domaine d'intervention, mais l'est également pour ses capacités à coordonner une équipe et à encourager les interactions entre disciplines dans le but de synthétiser les données.

Ces aspects sont fréquemment ramenés à un second plan voire occultés par moment, du fait d'un dispositif et d'une expression dans les cahiers des charges scientifiques qui privilégient les compétences, chronologique voire thématique. Mais la situation est assurément plus complexe qu'elle n'y paraît, considérant qu'une part de responsabilité revient également aux spécialistes. En effet, la situation qu'ils dénoncent devraient les conduire à faire preuve de davantage de pédagogie auprès de certains responsables, voire à se tourner vers leurs référents scientifiques. Le principe d'un engagement qui consisterait à se limiter au seul acte de production d'une étude est en fait réducteur et peu acceptable. De notre point de vue, la qualité de spécialistes légitime le fait qu'ils puissent s'assurer que leurs contributions participent pleinement et efficacement à la démarche d'analyse et de caractérisation des occupations. Si cette synergie peut paraître assez simple à mettre en œuvre ou à encourager pour les spécialistes « maisons », le sujet apparaît vite plus délicat dès lors qu'il s'agit de spécialistes prestataires, souvent employés pour la seule production d'une étude.

Considérant les échanges à ce sujet, il semblerait souhaitable que les cahiers des charges scientifiques inscrivent avec davantage de force le principe d'une collégialité plus grande dans l'analyse, ce qui est normalement un des fondements de l'approche pluridisciplinaire et donc de la démarche archéologique.

4. Bioarchéologie et évaluation

Composante essentielle de la démarche d'analyse et de caractérisation d'occupations et de sites, l'évaluation des résultats des études bioarchéologiques peut être jugée très insuffisante considérant les avancées significatives qu'elles ont permis dans certains domaines de connaissances. Le constat que l'on peut aujourd'hui poser est celui d'une évaluation qui reste axée sur les approches que l'on pourrait qualifier de « classiques » voire d'« académiques ».

Nous en voulons pour preuve la composition des commissions territoriales de la recherche archéologique (CTRA), instances d'évaluation par excellence, dont la composition privilégie toujours l'intégration d'experts des grands domaines chronoculturels. Si le recours à d'autres experts non permanents est d'usage, tout particulièrement sur ces questions de bioarchéologie, leur implication très ponctuelle sur la base de critères variables et aléatoires est un biais qui ne permet pas de disposer d'une évaluation précise de la portée

réelle de ce type d'étude. Cela est d'autant plus problématique que certaines de ces études apparaissent de manière systématique ou traduisent une forte récurrence dans les opérations archéologiques à l'instar de l'archéozoologie, de la carpologie et de la géomorphologie, pour n'en citer que quelques-unes.

Un des objectifs consiste probablement à favoriser une meilleure convergence entre une recherche archéologique appelée à se tourner davantage vers les disciplines bioarchéologiques et une évaluation répondant plus largement à cette situation. L'enjeu est d'arriver à faire évoluer nos connaissances et renouveler significativement les problématiques de recherche, quitte pour cela à mettre de côté certains champs d'étude « classiques ».

5. Bioarchéologie et mutualisation des données

À l'instar des biens archéologiques mobiliers dont les conditions de conservation répondent à des exigences fortes désormais pleinement intégrées au cahier des charges accompagnant la politique de réalisation des centres de conservation et d'étude (CCE) impulsée par le Ministère de la Culture, se pose la question de la conservation de prélèvements exploités ou non. Ce sujet, indissociable d'une réflexion sur les protocoles de conservation et les critères de sélection est une condition essentielle pour espérer nourrir certains champs de la recherche dans des domaines parfois en pleine évolution. Outre cette dimension qui rappelle la place déterminante du CCE en tant que vecteur de développement de la recherche, la faiblesse du temps et des moyens consacrés à la bioarchéologie, fait de cette stratégie de conservation des prélèvements une priorité, le risque étant de se priver de données essentielles voire inédites au regard de la rareté de certains contextes. Afin de réaffirmer, si nécessaire, cet enjeu, il nous semble indispensable que les conseils scientifiques liés aux CCE puissent intégrer un représentant des disciplines bioarchéologiques. Cette logique de conservation pérenne est généralement précédée par une conservation temporaire imposée par le temps d'étude qui revient aux opérateurs. Ce temps plus ou moins long pose la question des conditions de conservation au sein des infrastructures opérationnelles et rappelle que c'est toute la chaîne de conservation qui doit être interrogée dans une logique de prolongement voire de substitution.

Vient se greffer à ce volet celui du « porter à connaissance » et du partage des résultats des différentes études mais également du recensement des prélèvements susceptibles d'être mis à la disposition de chercheurs. Le porter à connaissance, indispensable pour poursuivre et nourrir certains axes de recherche, est jugé très insuffisant, avec comme effet de contraindre le développement de certains domaines d'études.

Des outils existent, à l'instar de bases de données conçues à ces fins, mais restent d'un niveau trop confidentiel pour favoriser le développement de certaines études. Leur promotion plus large, selon des modalités à définir, compte parmi les vecteurs de développement, tout en contribuant à apporter une meilleure visibilité à un domaine dont les apports restent en grande partie méconnus.

6. Synthèse et perspectives

L'expression d'une prise en compte très insuffisante de la bioarchéologie qui revient principalement aux spécialistes et nettement moins aux responsables scientifiques des opérations, traduit l'importance de la césure entre disciplines archéologiques classiques et approches naturalistes. Ce constat est terrible, si l'on considère que la nécessité d'une convergence d'objectifs a été posée de longue date et que la tendance semble être à une régression dans ce domaine.

Cette situation renvoie à une responsabilité collective (SRA, opérateurs, CNRS, universités etc.) et plus largement à la question d'une formation initiale puis continue très insuffisante pour intégrer efficacement les différentes disciplines, à plus forte raison lorsqu'elles sont novatrices. Il convient donc de rectifier le tir très rapidement en proposant aux différents acteurs des modalités de formation à même de compenser ces défauts de connaissances. Cette urgence est d'autant plus grande que l'on constate certains reculs en particulier dans la prise en compte de compétences essentielles aux opérations telles la géoarchéologie.

La tendance qui prévaut dans la mise en œuvre des opérations archéologiques est bien à un resserrement des stratégies d'analyse autour des disciplines classiques (analyses spatiales, architecturales, typologie, etc.) que l'on connaît le mieux, que l'on maîtrise en principe mais qui doit nous interroger sur leur capacité à faire évoluer significativement nos connaissances. Cette tendance peut, à terme, fragiliser certaines stratégies d'intervention et n'est pas toujours de nature à soutenir le renouvellement des approches, ce que permet la bioarchéologie lorsqu'elle est appliquée à bon escient et par conséquent en connaissance de cause. La situation que connaît aujourd'hui la bioarchéologie résulte bien pour partie de choix délibérés mais probablement davantage faits par défaut, sans réelle connaissance des tenants et aboutissants des disciplines.

L'archéologie telle que nous la pratiquons est bien une affaire de choix, mais ces derniers doivent être acceptables et acceptés en appelant pour cela la démonstration qu'ils visent, avant toute collecte des données essentielles. Un des enjeux consiste à intégrer le fait que les ambitions, voire les modalités de mise en œuvre de certaines approches classiques, peuvent être adaptées au profit des domaines d'études qui nous intéressent ici. Si la notion de choix est dorénavant bien intégrée, c'est désormais le concept d'une archéologie de compromis juste qu'il nous revient d'élaborer dans le respect des enjeux portés par chacune des disciplines contribuant à l'analyse archéologique.